

Communiqué de presse

GesRNA, un pont vers une meilleure gouvernance locale

Tunis le 11 février 2016, Avocats Sans Frontières et I WATCH annoncent le lancement de leur projet « GesRNA » dont le but est de contribuer à mettre en œuvre les principes constitutionnels en matière de gouvernance locale des ressources naturelles et de participation citoyenne dans les gouvernorats de Tataouine et Médenine. Le site internet interactif « Billkamcha.tn », permettra aux citoyens d'alerter sur des cas de mauvaises pratiques ayant lieu dans leurs gouvernorats .

Malgré sa richesse en ressources naturelles, en particulier minières, telles que le gypse, les sels et les hydrocarbures, la région du Sud tunisien est marquée par un fort taux de chômage et par un niveau de pauvreté relativement élevé par rapport à la moyenne nationale. Les causes de cette situation sont à rechercher dans la forte centralisation qui a caractérisé la gestion des ressources pendant des décennies, et qui était entachée par la corruption, le népotisme et l'impossibilité pour les populations locales de participer à des décisions cruciales en matière de planification du développement.

Aujourd'hui, la crainte d'impacts environnementaux non contrôlés et à effets irréversibles, notamment dans des régions qui se confrontent à une importante pénurie d'eau, ne fait pourtant pas partie du débat public.

Le projet prévoit un nombre important d'actions pilotes visant le transfert de compétences envers les organisations de la société civile locale. Ainsi, GesRNA vise à renforcer les capacités de la société civile locale en matière de gestion durable des ressources, de connaissances juridiques et en matière de plaidoyer et à impulser la participation des citoyens aux décisions stratégiques qui concernent leur territoire, en utilisant, notamment, les techniques d'E-mobilisation.

Quatre mois après le début effectif du projet, une première phase d'identification des partenaires locaux a été réalisée et a abouti à la signature de 21 accords de partenariat avec les associations locales et à la création d'un réseau d'observateurs chargés des remontées d'informations. Parallèlement, et afin de lancer le processus de sensibilisation, 10 écoles pilotes ont été sélectionnées dans les deux gouvernorats en concertation avec le ministère de l'éducation.

Aussi, la création de ponts entre les citoyens et les autorités locales, contribuera à l'intégration des aspects sociaux, environnementaux et de transparence dans la planification de projets de développement à travers des débats publics pour ancrer les principes de la démocratie participative. Le projet prévoit également, un volet sensibilisation afin d'impliquer les générations futures et les membres de la société civile locale dans la prise en compte du développement durable et de la bonne gouvernance des ressources naturelles.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :

- **Nadia Ben Halim:** Coordinatrice du programme Droit & Développement, ASF: 25.294.240
- **Manel Ben Achour:** Coordinatrice de projet, I Watch : 58.489.158